AVIS DE L'ARES

N°2017-16 DU 29 AOUT 2017

Projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'introduction et d'examen des recours visés aux articles 7 et 17 du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif

Considérant que l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES) a été saisie par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles d'une demande d'avis sur le projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'introduction et d'examen des recours visés aux articles 7 et 17 du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif,

Considérant que la demande d'avis lui a été adressée le 16 juin 2017 sur base de l'article 21, alinéa 1°, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études,

L'ARES formule à l'endroit du projet d'arrêté l'avis suivant :

AVIS

L'article 3 du projet d'arrêté décrit le recours visé à l'article 17 du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif comme "le recours introduit suite au refus des autorités académiques de mettre fin de commun accord au plan d'accompagnement individuel". Cette formulation restreint la portée de la disposition décrétales, qui évoque un recours pouvant être introduit contre la décision prise par les autorités académiques à défaut d'accord entre les parties quant à la fin anticipée du plan d'accompagnement individualisé (PAI), et non uniquement sur un refus de l'établissement de mettre fin au PAI.

Afin d'inclure les situations où l'établissement met fin au plan d'accompagnement individuel, il est proposé de reformuler cet article afin de viser tout recours introduit suite à la fin litigieuse du plan d'accompagnement individuel.

Par ailleurs, à l'article 11 de l'arrêté en projet, il se recommanderait de préciser jusqu'à quel degré de parenté ou d'alliance s'impose la décharge du membre lorsque la Commission de l'Enseignement supérieur inclusif (CESI) statue en matière de recours.

Moyennant ces remarques, l'ARES remet un avis favorable à l'endroit du projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'introduction et d'examen des recours visés aux articles 7 et 17 du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif.

Complémentairement, l'ARES signale que la CESI a mis en place un groupe de travail chargé de formuler des propositions de modifications du décret précité. Ces propositions seront communiquées au Gouvernement dès que ce travail sera clôturé.